

Dominique Lafontaine

« Il faut agir sur les structures et les pratiques »

Professeure en Sciences de l'éducation à l'Université de Liège, Mme Dominique Lafontaine est une spécialiste de notre système d'enseignement, notamment à travers l'analyse des résultats des enquêtes PISA (voir encadré à la page suivante). Fin septembre, elle est intervenue dans le cadre des conférences du CESW sur le thème : « Quels enseignements tirer des enquêtes PISA pour l'amélioration de la qualité de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles ? ». Dans l'interview qu'elle a accordée à la revue Wallonie, Dominique Lafontaine nous explique les principaux résultats des enquêtes PISA et les évolutions marquantes en dix ans. Elle avance également des pistes pour améliorer la qualité de l'enseignement, en soulignant l'importance d'agir simultanément sur le système et sur les pratiques d'enseignement.



Wallonie : Les résultats des enquêtes PISA sont régulièrement mis en avant, certains pointant les faibles performances des élèves de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Qu'en est-il exactement?

Dominique Lafontaine : En réalité, les performances des élèves de la Fédération Wallonie-Bruxelles (FWB) se situent globalement dans la moyenne. Il faut préciser d'emblée que les enquêtes sont menées auprès des élèves de 15 ans, où qu'ils en soient dans leur scolarité. Il existe donc un fort impact du retard scolaire, qui est un phénomène prédominant en FWB. Cela étant dit, les résultats proprement dits ne sont pas si catastrophiques pour nos élèves, contrairement à ce que certains titres dans la presse laissent à penser. En mathématiques et en lecture, les résultats sont comparables à la moyenne des pays de l'OCDE ; ils sont inférieurs à la moyenne des pays de l'Union européenne ou de l'OCDE en ce qui concerne les sciences. Si la comparaison avec d'autres pays est intéressante, l'analyse de l'évolution de nos résultats dans le temps l'est davantage ! En examinant les graphiques ci-contre, on s'aperçoit que les performances des élèves de la FWB se sont améliorées au cours des dix dernières années : en mathématiques, la FWB se maintient à hauteur la moyenne de l'OCDE ; en lecture, le progrès esquissé en 2009 se confirme et en sciences, performances sont hélas et de façon

PISA

Le programme PISA («*Program for International Student Assessment*» en anglais, et «Programme international pour le suivi des acquis des élèves» en français) est un ensemble d'études menées à l'initiative de l'OCDE visant à mesurer des performances des systèmes éducatifs des pays membres et d'un certain nombre de pays partenaires. Ces études menées sur des échantillons représentatifs d'élèves de 15 ans ont lieu tous les trois ans (la première enquête date de 2000) et évaluent trois domaines : la lecture, les mathématiques et les sciences.

Qu'évalue PISA ?

- Les savoirs et compétences que devraient posséder les jeunes en lecture, mathématiques et sciences au moment où ils s'apprentent à quitter l'enseignement obligatoire.
- La population d'élèves testée = les élèves de 15 ans (où qu'ils en soient dans leur scolarité).

A quoi sert PISA ?

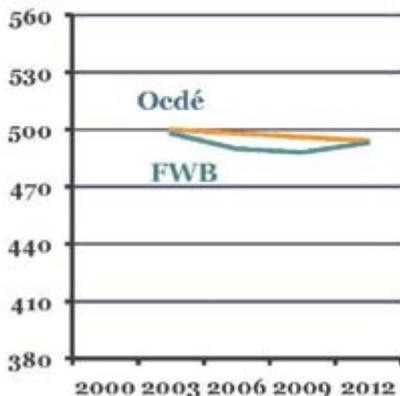
- A comparer les performances de notre système éducatif à d'autres.
- A se comparer à nous-mêmes dans le temps.
- A mesurer l'impact de certaines réformes.

constante en dessous de la moyenne de l'OCDE. Bien entendu, il reste à interpréter et à comprendre ces évolutions, en se posant la question de savoir quels sont les facteurs explicatifs de ces améliorations. Prenons le cas de la lecture. Les chiffres montrent que la diminution de la proportion d'élèves aux compétences en lecture rudimentaires se poursuit au profit de l'augmentation de la proportion des élèves moyens, tandis que la proportion d'élèves forts se stabilisent. Par quoi peuvent s'expliquer ces progrès ? Quels sont les élèves concernés ? Pour ma part, je pense que la réforme du 1^{er} degré de 2006-2007 (avec l'introduction du 1^{er} degré différencié), la généralisation des évaluations externes (CEB) et l'ajout d'une heure de français expliquent largement cette amélioration.

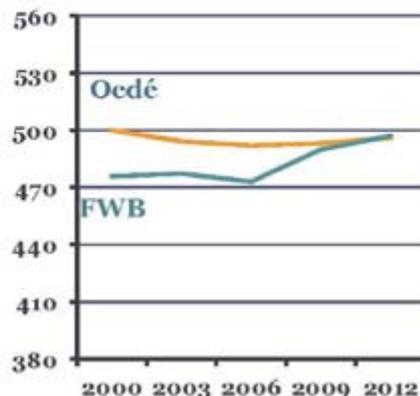
Wallonie : Au-delà de l'efficacité du système d'enseignement, les résultats en matière d'équité sont également importants à étudier...

Dominique Lafontaine : Tout à fait. Si l'on examine les différences selon le niveau socio-économique des familles, on constate, en Fédération Wallonie-Bruxelles, une différence de 112 points entre le quart des élèves les plus favorisés et le quart des élèves les moins favorisés. C'est nettement plus que dans la plupart des autres pays de l'OCDE, la moyenne étant de 90 points. Les disparités sont importantes entre les pays, mais aussi entre les élèves de la FWB. A cela viennent s'ajouter les écarts entre les résultats des écoles les plus fortes et les plus faibles. Pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, 181 points séparent les 25 meilleures écoles des 25 les plus faibles. En Norvège, cet écart est de 100 points (le minimum). C'est en Communauté flamande que cet écart est le plus grand, avec 209 points...

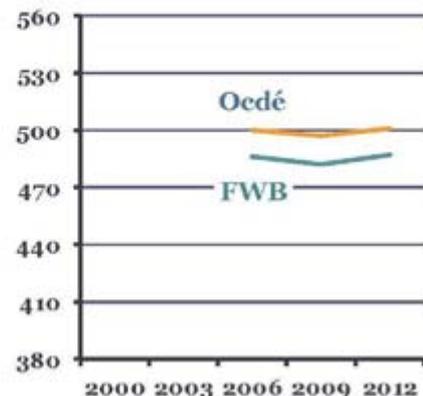
Mathématiques



Lecture



Sciences





Wallonie : Vous insistez sur l'intérêt d'analyser les systèmes éducatifs mis en place dans d'autres pays. Pour quelles raisons ?

Dominique Lafontaine : Le monde est un laboratoire de pédagogies ! Même si tout n'est pas transposable, l'expérience d'autres systèmes éducatifs est instructive. En reliant les performances aux tests PISA à des informations de contexte, on peut tenter de répondre à la question de savoir ce qui fait qu'un système est plus efficace et/ou plus équitable. Et s'en inspirer pour améliorer notre système.

Prenons la question du redoublement. Dans 18 pays sur 34 de l'OCDE, moins de 10% d'élèves de 15 ans ont connu au moins une fois le redoublement. En Fédération Wallonie-Bruxelles, nous en sommes à 46,6% ! Le coût du redoublement représente 11% du budget de l'enseignement ordinaire. Or, les résultats des analyses PISA nous permettent de voir les effets, en termes d'efficacité et d'équité, du redoublement et des filières. Dans les pays avec filières, orientations précoces et redoublement (et c'est le cas de la Fédération Wallonie-Bruxelles), on s'aperçoit que les performances moyennes dans PISA sont un peu moins élevées, que les écarts entre les élèves les plus et les moins favorisés socialement sont nettement plus importants et enfin, que les écarts entre les élèves les plus et les moins performants sont également plus importants.

Wallonie : Que faire pour améliorer la qualité de notre enseignement ?

Dominique Lafontaine : La première piste à envisager est très certainement l'instauration d'un tronc commun jusque 15 ans, avec une visée commune et des attentes élevées pour tous les élèves. L'exemple de la Pologne, qui a décidé d'adopter (entre 2000 et 2003) un tronc commun au moins jusque à 15 ans, est très intéressant. Les performances en lecture en Pologne sont passées, entre 2000 et 2012, de 479 à 518 points. D'autres enseignements peuvent être tirés de l'expérience polonaise : amélioration de l'équité, augmentation du niveau moyen des élèves, ... Bien entendu, pour que le tronc commun soit une réussite, plusieurs conditions doivent être remplies : ainsi, il faut en finir avec l'orientation par l'échec ou la relégation. Pour cela, l'ouverture à d'autres compétences sociales, civiques, techniques et professionnelles (valables pour tous) doit être assurée. En Finlande, par exemple, la couture et la cuisine sont obligatoires pour les garçons tandis que la menuiserie, l'électricité et la mécanique sont obligatoires pour les filles.

Selon moi, il serait préférable que ce tronc commun soit organisé dans des établissements distincts pour rompre avec l'histoire inscrite dans les murs de l'établissement.

Wallonie : Vous insistez également sur l'importance de la formation initiale des enseignants...

Dominique Lafontaine : L'amélioration de la qualité de l'enseignement ne pourra pas se faire sans une réforme de la formation initiale des

enseignants. Ceux-ci sont d'ailleurs en demande, plusieurs enquêtes le montrent. Ainsi, 70% des enseignants de 4^{ème} primaire disent ne pas savoir comment remédier aux difficultés en lecture et 40% se sentent mal formés en lecture. Il est important que les enseignants soient « équipés » pour faire face aux élèves en difficulté.

Mais décréter ne suffit pas : il faut changer la culture et, pour ce faire, il faut changer les pratiques d'enseignement et les mentalités. Pour y arriver, il me paraît nécessaire de fixer objectifs précis et de définir, de manière programmatique, le soutien et les moyens pour y parvenir. Par exemple, un objectif pourrait être de fixer un taux de redoublement en dessous de 5% à l'issue de l'enseignement primaire à l'horizon 2020. Un autre serait de limiter le pourcentage d'élèves en dessous du niveau 2 dans PISA autour de 15% en 2018.

Wallonie : Lors de votre conférence, vous avez déclaré qu'il faut «oser toucher aux tabous». Pourriez-vous nous expliquer cela?

Dominique Lafontaine : Je pense effectivement qu'il faut oser toucher à certains tabous, comme les taux d'encadrement. Il faut également s'interroger sur les priorités définies dans les politiques mises en place. La Fédération Wallonie-Bruxelles «privilégie» *de facto* l'enseignement secondaire, sans que cela soit un choix assumé en termes de priorité. Les filières sont précoces, les réseaux et options multiples... L'enseignement technique et professionnel coûte plus cher que l'enseignement général. Or, cet enseignement «qualifié»-t-il les élèves dans le second degré ?

LA FWB poursuit une politique de de l'offre éducative «à la carte» : chaque école offre un éventail le plus large possible d'options dans un contexte de vive concurrence entre établissement, vu le financement au nombre d'élèves. En termes d'efficience, cette politique est très questionnable. Il faut aller vers une rationalisation concertée de l'offre dans le cadre de bassins.

Wallonie : En résumé, l'amélioration de la qualité de notre enseignement ne sera pas possible dans d'importants changements....

Dominique Lafontaine : Pour améliorer la qualité de l'enseignement, il est indispensable d'agir simultanément au niveau des structures et au niveau des pratiques enseignantes ! Tous les systèmes éducatifs qui se sont lancés dans un changement de structure sont passés par les mêmes débats et les mêmes questionnements. Ils ont dû basculer d'une logique de différenciation, qui gère les difficultés d'apprentissage en séparant les publics d'élèves et en les orientant sur des voies différentes vers une logique d'intégration qui implique une gestion plus directement pédagogique des difficultés d'apprentissage et de l'inévitable hétérogénéité des acquis, des rythmes et des aptitudes. La évolution pédagogique qu'appelle le changement de structure rend d'autant plus indispensables et urgents une refonte des dispositifs de formation initiale et continue et des dispositifs d'accompagnement des équipes pédagogiques. On ne peut pas laisser les enseignants seuls et en partie désarmés face à de tels changements !

CV express

- > Dominique Lafontaine est professeure ordinaire à la Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education où elle dirige le service d'Analyse des systèmes et des pratiques d'enseignement. Elle est actuellement présidente du Département Education et formation, et experte désignée auprès du Recteur A. Corhay sur les questions de transition entre l'enseignement secondaire et supérieur. Ses enseignements portent sur la pédagogie expérimentale, les processus d'enseignement, l'approche comparée des systèmes éducatifs et la construction de tests et de questionnaires. Ses travaux de recherche concernent principalement l'efficacité et l'équité des systèmes éducatifs et s'appuient sur les évaluations internationales des acquis des élèves. Elle a, dès le début des années 1990, participé à la conception ou à la mise en œuvre des évaluations externes non certificatives en Communauté française de Belgique et a été à plusieurs reprises gestionnaire nationale des enquêtes internationales IEA et PISA. Dominique Lafontaine est membre du groupe international d'experts en lecture pour PISA depuis 1999. Son service, l'aSPe est membre du consortium de centres de recherche sélectionné pour la mise en œuvre de PISA 2018.

